

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

Handelingen

Annales

INTEGRAAL VERSLAG
VAN DE OPENBARE VERGADERING VAN DE

COMPTE RENDU INTÉGRAL
DE LA RÉUNION PUBLIQUE DE LA

COMMISSIE VOOR DE FINANCIEN
EN DE BEGROTING

COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET

VAN

DU

07-12-1999

07-12-1999

AGALEV-ECOLO	:	Anders gaan leven / Ecologistes conférés pour l'Organisation de lutttes originales
CVP	:	Christelijke Volkspartij
FN	:	Front National
PRL FDF MCC	:	Parti Réformateur libéral - Front démocratique francophone - Mouvement du citoyens pour le changement
PS	:	Parti socialiste
PSC	:	Parti social-chrétien
SP	:	Socialistische Partij
VLAAMS BLOK	:	Vlaams Blok
VLD	:	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU&ID	:	Volksunie & ID21

Abréviations dans la numérotation des publications :

DOC 50 0000/00	:	Documents parlementaires de la 50e législature, suivi du n° et dy n° consécutif
QRVA	:	Question et Réponses écrites
HA	:	Annales (Compte Rendu intégral)
CRA	:	Compte Rendu Analytique
PLEN	:	Séance plénière
COM	:	Réunion de commission

Afkortingen bij de nummering van de publicaties :

DOC 50 0000/00	:	Parlementaire documenten van de 50e zittingsperiode + het nummer en het volgnummer
QRVA	:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
HA	:	Handelingen (Beknopt Verslag)
BV	:	Beknopt Verslag
PLEN	:	Plenum vergadering
COM	:	Commissievergadering

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants

Commandes :
Place de la Nation, 1008 Bruxelles
Fax : 02/549 82 60
Tél. : 02/549 82 74
www.laChambre.be
e-mail : aff.generales@laChambre.be

Officiële publicaties, van de Kamer van volksvertegenwoordigers

Bestellingen :
Natieplein, 1008 Brussel
Fax : 02/549 81 60
Tel. : 02/549 82 74
www.deKamer.be
e-mail : alg.zaken@deKamer.be

Inhoud

Dinsdag 7 december 1999

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING - COM 066

Mondelinge vraag van de heer Thierry Giet aan de minister van Financiën over "de werking van het bestuur van Douane en Accijnzen te Luik" (nr. 504)

sprekers : **Thierry Giet, Didier Reynders**, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Maurice Dehu aan de minister van Financiën over "het plan van de administratie van Douanen en Accijnzen om de territoriale omschrijvingen van de inspecties van de directie te Luik te wijzigen" (nr. 539)

sprekers : **Maurice Dehu, Didier Reynders**, minister van Financiën

Mondelinge vraag van mevrouw Joke Schauvliege aan de minister van Financiën over "de invoering van de euro-muntstukken en -biljetten" (nr. 541)

sprekers : **Joke Schauvliege, Didier Reynders**, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Filip De Man aan de minister van Financiën over "de aan de Staat verschuldigde bedragen in de Agusta-zaak" (nr. 550)

sprekers : **Filip De Man, Didier Reynders**, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Bruno Van Grootenbrulle aan de minister van Financiën over "de onderwerping van vrije beroepen aan de BTW, de evolutie terzake op Europees vlak en de gevolgen voor de Belgische wetgeving" (nr. 568)

sprekers : **Bruno Van Grootenbrulle, Didier Reynders**, minister van Financiën

Sommaire

Mardi 7 décembre 1999

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET COM 066

Question orale de M. Thierry Giet au ministre des Finances sur "le fonctionnement de l'administration des Douanes et Accises à Liège" (n° 504)

orateurs : **Thierry Giet, Didier Reynders**, ministre des Finances

Question orale de M. Maurice Dehu au ministre des Finances sur "le plan élaboré par l'administration des Douanes et Accises en vue de remodeler les circonscriptions territoriales des inspections de la direction de Liège" (n° 539)

orateurs : **Maurice Dehu, Didier Reynders**, ministre des Finances

Question orale de Mme Joke Schauvliege au ministre des Finances sur "la mise en circulation des pièces et des billets libellés en euro" (n° 541)

orateurs : **Joke Schauvliege, Didier Reynders**, ministre des Finances

Question orale de M. Filip De Man au ministre des Finances sur "les sommes dues à l'Etat dans le cadre de l'affaire Agusta" (n° 550)

orateurs : **Filip De Man, Didier Reynders**, ministre des Finances

Question orale de M. Bruno Van Grootenbrulle au ministre des Finances sur "l'assujettissement des professions libérales à la TVA, l'évolution en la matière sur le plan européen et l'impact sur la législation belge" (n° 568)

orateurs : **Bruno Van Grootenbrulle, Didier Reynders**, ministre des Finances

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

RÉUNION PUBLIQUE DU
MARDI 7 DÉCEMBRE 1999

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING

OPENBARE VERGADERING VAN
DINSDAG 7 DECEMBER 1999

De vergadering wordt geopend om 14.30 uur door de heer **Aimé Desimpel**, voorzitter.

La réunion est ouverte à 14.30 heures par M. **Aimé Desimpel**, président.

Question orale de M. Thierry Giet au ministre des Finances sur "le fonctionnement de l'administration des Douanes et Accises à Liège" (n° 504)

Mondelinge vraag van de heer Thierry Giet aan de minister van Financiën over "de werking van het bestuur van Douane en Accijnzen te Luik" (nr. 504)

M. Thierry Giet (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, un nouveau service liégeois aurait été créé au sein des douanes et accises pour lutter contre la fraude aux huiles minérales. Des informations qui m'ont été fournies, il ressort que ce service ne dispose pas de moyens suffisants pour assurer sa mission, qu'il s'agisse de moyens informatiques, de moyens de communication, voire même de collaboration ou de formation spécifique.

Cette situation est-elle réelle ? Dans l'affirmative, entendez-vous prendre des mesures pour remédier à ces défauts ?

M. Didier Reynders, ministre : Monsieur le président, chers collègues, je confirme que la lutte contre la fraude dans le secteur des huiles minérales est une des priorités de mon département. Ce problème avait d'ailleurs déjà été constaté dans le rapport d'une commission d'enquête du Sénat. C'est à partir de ce rapport que des initiatives ont été prises.

L'inspection des recherches, y compris dans le secteur des huiles minérales, est un service principalement orienté vers le contrôle des comptabilités. Lorsqu'on considère l'équipement dont il bénéficie, on constate que, en particulier à Liège, pour la surveillance et la filature, cette inspection fait appel à l'inspection des recherches de Liège, située à la même adresse, et

bénéficie de ses moyens ainsi que des moyens du TSU (technical support unit), une unité dotée de moyens très spécialisés à la disposition de tous les services douaniers et qui est stationnée à Bruxelles.

En ce qui concerne plus particulièrement les moyens de communication, étant entendu qu'il est possible de faire appel à l'inspection des recherches de Liège ou à un service centralisé à Bruxelles, l'inspection des recherches est malgré tout dotée de deux véhicules et trois GSM sont en commande.

En matière de moyens informatiques, cette inspection dispose de deux PC et d'un PC portable. Une demande est en cours pour deux portables supplémentaires. Le service se composant de six agents, le ratio par agent va être suffisant.

- *Président : M. Olivier Maingain*

En termes de collaboration, en plus de ce que je viens de dire, l'inspection des recherches peut toujours faire appel aux brigades motorisées.

De plus, au sein des différentes administrations fiscales existe une task force sur les huiles minérales, qui a été mise en place suite à la commission d'enquête du Sénat, et qui fonctionne au sein du comité anti-fraude réunissant les responsables de l'AFER (Administration de la fiscalité, des revenus et des entreprises), les responsables de l'ISI (Inspection spéciale des impôts) et les responsables des Douanes. Ce sont les douanes qui président cette task force. Il est possible de faire appel aussi aux services d'autres administrations en la matière. Des réunions ont lieu périodiquement.

Enfin, vous avez abordé le problème de la formation spécifique de ces agents. Au niveau de la sécurité, ils vont être dotés d'armement et vont donc devoir suivre un cours spécifique sur la manipulation des armes. Par ailleurs, une formation est donnée, en outre pour le secteur des huiles minérales, avec l'aide de la Fédération pétrolière. De plus, afin d'assurer une formation pluridisciplinaire, des fonctionnaires de l'AFER ont donné aux agents des recherches des cours sur un mécanisme de

Didier Reynders

fraude particulier, celui des carrousels TVA en matière de produits pétroliers. Pour les agents qui suivent les cours de vérificateur - un des grades possibles dans ces services -, une formation de 12 demi-jours sur les produits d'accise sera assurée.

Les moyens sont donc en train de se mettre en place. La formation a été améliorée ces derniers temps. Enfin, ce service, comme d'autres, s'intègre dans une série d'administrations et peut faire appel à un certain nombre d'autres services plus spécialisés et disposant parfois de moyens plus spécifiques.

Pour l'instant, nous nous efforçons de répondre à la demande d'équipements suffisants dans un secteur prioritaire en matière de lutte contre la fraude.

M. Thierry Giet (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, je note avec intérêt (sourires) la collaboration du ministère et de la fédération pétrolière.

Pour le reste, je forme le vœu que ce qui est en cours de préparation puisse porter ses fruits.

Le président : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Question orale de M. Maurice Dehu au ministre des Finances sur "le plan élaboré par l'administration des Douanes et Accises en vue de remodeler les circonscriptions territoriales des inspections de la direction de Liège" (n° 539)

Mondelinge vraag van de heer Maurice Dehu aan de minister van Financiën over "het plan van de administratie van Douanen en Accijnzen om de territoriale omschrijvingen van de inspecties van de directie te Luik te wijzigen" (nr. 539)

M. Maurice Dehu (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, dans le cadre des douanes et accises, il nous revient qu'un nouveau plan a été élaboré en vue de remodeler les circonscriptions territoriales des inspections de la direction de Liège, ce, de manière à équilibrer davantage le volume de travail des services existants.

Les services du SHAPE, plus précisément ceux à vocation internationale, seront-ils rattachés à une administration centrale ? Une inspection générale sera-t-elle créée à Nivelles ?

M. Didier Reynders, ministre : Monsieur le président, cher collègue, je vous livrerai la conclusion de mon administration, suivant laquelle il est prématuré de se prononcer sur les répercussions éventuelles de l'organisation des services régionaux et locaux et donc sur les deux questions précises que vous posez à propos du SHAPE et de Nivelles.

Il existe effectivement un projet de réorganisation de la structure et du fonctionnement des services extérieurs de contrôle, qui est à l'étude depuis un certain temps au sein de l'administration des Douanes et Accises et dont les objectifs très concrets et très louables concernent la qualité, l'organisation, la coordination des contrôles, la garantie aux opérateurs, notamment sur l'existence de services de proximité. La création de certains services, tels ceux que vous évoquez, pourrait aller dans ce sens.

Hélas, cette réorganisation se heurte pour l'instant à un certain nombre de difficultés en termes de disponibilité des ressources en personnel et l'administration a souhaité pouvoir réexaminer le projet avant de le rendre applicable.

Aujourd'hui, je n'ai aucune réponse aux deux questions précises que vous posez. Le projet est à nouveau à l'examen. Je rappelle d'ailleurs, monsieur le président, que dans le courant du mois de janvier, nous devrions entendre plusieurs responsables syndicaux de mon département, au sein de la commission des Finances, comme cela a été prévu à l'occasion du débat sur les notes d'orientation.

Cette correspondance entre les moyens disponibles en personnel et en matériel, en termes de modernisation, et les réorganisations annoncées pourra probablement être mieux cernée, la réorganisation principale - celle de l'AFER - n'excluant pas l'importance de celle que vous évoquez en matière de douanes et accises. J'espère qu'à ce moment, je pourrai vous donner des éléments plus précis sur les conséquences des restructurations en cours, à l'égard du SHAPE ou de Nivelles. Mais, je dois constater qu'un certain nombre de projets de restructuration ont été lancés sans les moyens humains et en personnel nécessaires à leur aboutissement aient été mis en place. Nous allons essayer de faire en sorte que l'adéquation entre les deux intervienne le plus rapidement possible.

M. Maurice Dehu (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Je profite de l'occasion qui m'est offerte ici de parler de Nivelles pour soulever un point supplémentaire. Lors du débat qui aura lieu en janvier, pourrait-on envisager de répondre à une question qui reste posée pour l'administration communale de Nivelles ? Evidemment, en ma qualité de bourgmestre, je suis évidemment intéressé au premier chef. Il s'avère que l'administration des Douanes et Accises occupent des locaux dans le zoning de Nivelles, dont le coût incombe à la ville. Nous avons toujours trouvé cela curieux. Est-il normal que nous continuions à payer une charge qui n'est pas des moindres pour l'occupation de ces locaux par l'administration des Douanes et Accises ?

M. **Didier Reynders**, ministre : Monsieur le président, ayant la même préoccupation de l'intérêt général que notre collègue, je ferai effectivement examiner la situation afin de déterminer si tout cela est bien raisonnable.

Le **président** : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Mondelinge vraag van mevrouw Joke Schauvliege aan de minister van Financiën over "de invoering van de euromuntstukken en -biljetten" (nr. 541)

Question orale de Mme Joke Schauvliege au ministre des Finances sur "la mise en circulation des pièces et des billets libellés en euro" (n° 541)

Mevrouw **Joke Schauvliege** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik stel mijn vraag naar aanleiding van de formele Europese raad van Ecofin van begin november. De laatste fase van de Europese Monetair Unie gaat in op 1 januari 2002. De invoering van de euromuntstukken is een zeer omvangrijke operatie die vooral op het vlak van de logistiek en de veiligheid veel aandacht verdient. Het gaat om tienduizend ton aan muntstukken en 530 miljoen biljetten. In theorie mogen de muntstukken en biljetten in Belgische frank nog slechts zes maanden na de invoering in omloop blijven. Er bestaat echter een consensus om deze periode zo kort mogelijk te houden en in te perken tot twee maanden. Voor handelszaken vallen kassarekeningen in twee munten zeer duur uit; voor particulieren kan het tot zeer veel verwarring aanleiding geven. In de praktijk zullen de banken tijdens de overgangperiode alleen eurogeld afleveren bij geldafhalingen aan de loketten en de geldautomaten. Volgens het jaarverslag voor 1999 van de Belgische vereniging van banken hebben de banken zich ertoe verbonden om geen kosten aan te rekenen voor de wissel van die zogenaamde huishoudelijke bedragen. Het welslagen van deze operatie hangt af van de actieve medewerking van de overheid en alle overheidsdiensten zoals de Nationale Bank, De post, de gemeenten, enzovoort.

De overheid heeft overwogen om de consumenten vooraf, namelijk vanaf december 2001, te voorzien van muntstukken. Zo krijgen ze de gelegenheid om met de nieuwe munt vertrouwd te worden en moeten de handelaars minder geld opslaan. In de praktijk gaat het om ongeveer 4 miljoen kits voor particulieren met een waarde van 112,40 euro. De handelaars kunnen kits van 198 euro krijgen. Voor het in omloop brengen van deze kits zal vooral een beroep worden gedaan op de banken. Alle sectoren zullen hun medewerking aan deze operatie

moeten verlenen. Ik denk ook aan maatregelen om opstoppen te vermijden. Hoe meer gebruik kan worden gemaakt van elektronische betaalmiddelen, hoe vlotter de operatie zal verlopen.

De ondernemingen hebben ook nood aan duidelijke informatie. De overheid moet voldoende aandacht besteden aan de communicatie. Ik meen dat het welslagen van de operatie hier voor een groot deel van afhangt.

Ik heb dan ook de volgende vragen voor de minister.

Ten eerste, hoe lang zal de overgangperiode met dubbele geldcirculatie zijn ?

Ten tweede, zal de bevolking vóór 1 januari 2001 worden bevoorrad met euromuntstukken en -biljetten ? Wie zal die ontvangen : de banken, de ondernemingen en/of de consumenten ? Hoe zal dit praktisch worden geregeld ?

Ten derde, zullen voor de omwisseling van Belgisch chartaal geld naar euromuntstukken en -biljetten kosten worden aangerekend ?

Ten vierde, heeft de overheid ook plannen om eurocalculators te verspreiden ? Vanaf wanneer en hoe zal dit gebeuren ?

Ten vijfde, hoe zal de communicatie naar ondernemingen en particulieren verlopen ?

Minister **Didier Reynders** : Mijnheer de voorzitter, collega's, wij hebben nog niet alles geregeld, maar op de informele vergadering van de Ecofinraad van 10 tot 12 september werden essentiële beleidsbeslissingen genomen met betrekking tot de wijze van invoering van de euromuntstukken en -biljetten. Krachtens deze besluiten, die door de Ecofinraad van 8 november werden bekrachtigd, verbinden de lidstaten zich ertoe de periode van dubbele circulatie te beperken tot vier weken of twee maanden. Om voldoende euro's in omloop te kunnen brengen in de eerste dagen van 2002 is een voorafgaande bevoorrading noodzakelijk. De financiële instellingen, de waardetransporteurs en de handelszaken zullen enige tijd vóór 1 januari 2002 met muntstukken en biljetten worden bevoorrad. Er wordt gedacht aan 15 november of 1 december 2001.

Particulieren, onder andere zij die tot de risicogroepen behoren, zullen vanaf de tweede helft van december 2001 beperkte hoeveelheden euromuntstukken krijgen zodat ze zich ermee vertrouwd kunnen maken. Deze voorafgaande bevoorrading mag in geen geval leiden tot het in omloop brengen van euro-betaalmiddelen vóór 1 januari 2002. De omwisseling van Belgisch chartaal geld in Euromuntstukken en -biljetten zal normaliter voor de gezinnen kosteloos zijn. Het ministerie van Economische Zaken zal weldra 300 000 rekenmachines ter beschikking hebben voor de WIGW-groep. De ziekenfondsen

Didier Reynders

kunnen de verspreiding misschien op zich nemen. Ten slotte zullen de federale voorlichtingsdienst en het commissariaat-generaal voor de euro een gepaste communicatiestrategie ontwikkelen.

Je précise également, monsieur le président, que nous avons mené le débat sur le huitième ajustement budgétaire que nous aurons encore à voter cet après-midi, si je ne me trompe. Dans cet ajustement, nous avons prévu les crédits nécessaires pour payer la facture de ces 300 000 eurocalculatrices, commandées par les Affaires économiques sous la précédente législature, mais pour lesquels les moyens étaient largement insuffisants.

Mevrouw **Joke Schauvliege** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, ik denk dat de onduidelijkheid en de gebrekkige communicatie het grootste probleem vormen. Zoals de minister weet, bestaat de vraag om met alle betrokken sectoren een euro-actieplan op te stellen waarin alle stappen worden vermeld en een duidelijke timing wordt vastgelegd. Ik heb begrepen dat de omwisseling voor de gezinnen gratis zou zijn. Ik leid hieruit af dat dit voor de ondernemingen niet het geval zal zijn.

Minister **Didier Reynders** : Ik weet het nog niet. We zullen samen met het commissariaat-generaal voor de euro een plan uitwerken.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Mondelinge vraag van de heer Filip De Man aan de minister van Financiën over "de aan de Staat verschuldigde bedragen in de Agusta-zaak" (nr. 550)

Question orale de M. Filip De Man au ministre des Finances sur "les sommes dues à l'Etat dans le cadre de l'affaire Agusta" (n° 550)

De heer **Filip De Man** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, vorige week heeft het Hof van Cassatie het beroep van de vijf Vlaamse veroordeelden in het proces Agusta-Dassault verworpen. Conform het advies van het openbaar ministerie luidt het arrest dat het cassatieberoep hoe dan ook onontvankelijk is omdat een beroep tegen een beslissing van het Hof van Cassatie niet bij wet is geregeld.

Wij staan aan het einde van een lange lijdensweg. Er moet 160 miljoen frank worden gerecupereerd van de Socialistische Partij en van de Parti Socialiste. Graag had ik van de minister vernomen hoe hij, nu alle beroepsmogelijkheden zijn uitgeput, de terugbetaling van het geld zal opeisen. Wie zal hoofdelijk worden aangesproken voor de 110 miljoen frank die de SP verschuldigd is ? Op dit vlak bestaat er onduidelijkheid. De partij wil aan vier

van hen een gift doen of een bedrag uitkeren in de vorm van achterstallig loon. Mag de SP een gift doen aan vier van zijn veroordeelde kopstukken ? Is een dergelijke gift onderhevig aan belasting voor giften onder derden ? Of gaat het om een soort van achterstallige honoraria voor bewezen diensten ? Op dergelijke honoraria moet personenbelasting worden geheven. Kan de minister mij meedelen of giften en achterstallige honoraria in dit geval aanvaardbaar zijn ?

Voorts rijst er een morele vraag. Kan de SP gelden die afkomstig zijn van de publieke financiering van de partijen, aanwenden om het arrest van het Hof van Cassatie uit te voeren ? Het gaat immers om geld dat door de burgers moet worden opgehoest om de democratie te laten zegevieren. Het is niet bedoeld om corruptie aan te moedigen.

Door de Parti Socialiste werd geen beroep aangetekend. Heeft deze partij het verschuldigde bedrag van 50 miljoen frank inmiddels al terugbetaald ?

Minister **Didier Reynders** : Mijnheer de voorzitter, collega's, in toepassing van het derde lid van artikel 121 van het algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken zendt de griffier aan de ontvanger der registratie en domeinen een uittreksel uit elk arrest dat in kracht van gewijsde is gegaan en verwijzing tot verbeurdverklaring inhoudt. Artikel 197 van het Wetboek van Strafvordering bepaalt dat de vervolging tot invordering van de verbeurd verklaarde zaken wordt verricht door de directeur van registratie en domeinen in naam van de procureur des Konings.

Zodra de bevoegde eerstaanwezende inspecteurs in het bezit zijn van het uittreksel van het arrest, wordt aan de veroordeelde een verzoek tot betalen gericht. Indien nodig wordt dit verzoek na verloop van een maand herhaald. Indien dit verzoek wordt gevolgd door betaling, is de zaak afgehandeld. In het tegengestelde geval wordt tot gedwongen uitvoering overgegaan.

De heer **Filip De Man** (Vlaams Blok) : Mijnheer de voorzitter, dit antwoord hoor ik al jaren. De inspecteurs van registratie en domeinen moeten nu nog wachten op het arrest. Dan pas kunnen ze in actie treden en een beleefd verzoek formuleren om het smeergeld terug te betalen. Pas na een maand van respijt mogen ze enige dwang uitoefenen.

Ik kan mij onmogelijk verzetten tegen de normale gang van zaken. De minister heeft echter niets gezegd over de achterliggende problemen. Ik heb gevraagd of een partij een dergelijke gift mag doen en of deze gift als achterstallig honorarium moet worden belast. Deze vraag moet ten laatste volgende maand worden beantwoord wanneer de inspecteurs van registratie en domeinen in actie treden.

M. Didier Reynders, ministre : Monsieur le président, chers collègues, comme je l'ai déjà fait remarquer au président de l'Assemblée - mais pas encore au président de la commission -, il arrive que des questions portent sur des situations de personnes. Je confirme, et le ferai tant que cela sera nécessaire, que des dispositions sont prises, y compris s'il le faut par exécution forcée, pour faire appliquer les arrêts.

Si le président de la Chambre le souhaite, je lui communiquerai les montants récupérés à charge de personnes individuelles. Mais je ne pense pas qu'il s'agisse de la pratique en ce qui concerne les questions parlementaires. Il est clair que je ne parle pas ici du futur mais des récupérations qui ont déjà été effectuées. Les autres le seront, si nécessaire par exécution forcée. Mais je ne crois pas qu'il soit dans les habitudes de votre commission de divulguer des éléments propres aux situations individuelles en matière de récupérations.

De heer **Filip De Man** (Vlaams Blok) : Ach zo, we mogen dat nu nog niet weten ?

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Question orale de M. Bruno Van Grootenbrulle au ministre des Finances sur "l'assujettissement des professions libérales à la TVA, l'évolution en la matière sur le plan européen et l'impact sur la législation belge" (n° 568)

Mondelinge vraag van de heer Bruno Van Grootenbrulle aan de minister van Financiën over "de onderwerping van vrije beroepen aan de BTW, de evolutie terzake op Europees vlak en de gevolgen voor de Belgische wetgeving" (nr. 568)

M. Bruno Van Grootenbrulle (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, assujettis au sens de l'article 4 de la sixième directive du conseil du 17 mai 1977 harmonisant les législations des Etats membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, les avocats peuvent, conformément aux dispositions inscrites à l'article 28, paragraphe 3 de cette directive, bénéficier de l'exonération à la TVA.

La logique du maintien des exonérations acquises avant l'entrée en vigueur de cette directive résidait dans la volonté d'offrir aux Etats membres un délai suffisant pour adapter leur législation en vue de l'entrée en vigueur du marché unique. Je dis "résidait" car depuis le marché unique, beaucoup d'années se sont écoulées alors que, à l'inverse d'autres exonérations à la TVA, les avocats et d'autres titulaires de profession libérale, n'ont pas vu cette exonération subir une quelconque modification.

Selon les dires de votre prédécesseur, une directive relative à l'abrogation des exonérations pour les professions d'avocat, de notaire ou d'huissier de justice a été déposée par la commission auprès du conseil.

Je souhaite dès lors vous poser cinq questions, monsieur le ministre.

1. Etes-vous au fait de l'existence d'une telle proposition de directive ? Si oui, pouvez-vous nous en donner le contenu ?

2. Pourriez-vous nous dresser la situation qui prévaut concernant l'application de la TVA relative à ces professions libérales dans les pays voisins ?

3. Au regard de ce qui prévaut chez nos voisins, quels sont les motifs qui empêchent de soumettre à l'heure actuelle ces professions au régime commun de la TVA ? Quelles sont vos intentions à ce propos ? Et à quel taux vous apparaît-il raisonnable d'assujettir ces professions ?

4. Disposez-vous d'estimations budgétaires quant au rendement de l'introduction d'une telle mesure en Belgique ?

5. Depuis 1978, pour le calcul des ressources propres à ristourner aux Communautés européennes, à quel montant peut-on estimer l'impact du maintien de cette exonération ? Qui finance en définitive celle-ci ?

M. Didier Reynders, ministre : Monsieur le président, je commencerai par remercier notre collègue. C'est une des premières interventions demandant en quelque sorte une augmentation de la fiscalité sur un certain nombre de prestations. Cela me manquait. Je craignais que nous n'y arrivions jamais. Voilà enfin une première demande d'augmentation de la pression fiscale !

Plus sérieusement, il est vrai que l'article 2 de la sixième directive TVA soumet à la taxe sur la valeur ajoutée toutes les livraisons de biens et prestations de services effectuées par les assujettis agissant en tant que tels. En principe, seules les opérations énumérées aux articles 13 à 16 de ces directives peuvent être exonérées par les Etats membres.

Toutefois, l'article 28, paragraphe 3b de la même directive permet aux Etats membres de continuer à exonérer les opérations énumérées dans son annexe f, dans laquelle figurent notamment les prestations des avocats, notaires et huissiers de justice.

Je reprends vos questions dans l'ordre.

Au 1er janvier 1993, date de la mise en vigueur du régime transitoire, aucune modification en la matière n'était intervenue. Les Etats membres qui appliquaient certaines exonérations ont été autorisés à les maintenir, dans l'attente d'une nouvelle directive. La 18ème direc-

Didier Reynders

tive bis, à laquelle vous avez fait allusion tout comme mon prédécesseur, a fait l'objet de beaucoup de discussions. Si vous le souhaitez, je suis prêt à vous remettre des documents concernant le contenu de la directive en question. Selon la formule devenue classique, à défaut d'accord sur tout, il n'y a eu accord sur rien.

La Belgique a donc décidé de maintenir l'exonération de TVA pour les avocats, aussi longtemps qu'une directive européenne ne nous imposait pas d'aller dans une autre direction.

Il est vrai que la Belgique est un des rares pays européens à exonérer les prestations des avocats, avec la Grèce et le Danemark dans certaines situations et notamment des problématiques immobilières.

Il est apparu, lors de l'instauration de la TVA en Belgique, qu'il était souhaitable d'exonérer de ces prestations les avocats, notaires, huissiers de justice, pour que certaines procédures imposées par la loi, notamment en matière judiciaire, ne soient grevées de nouvelles charges fiscales. Le taux de TVA applicable à ces prestations, dans la mesure où ces professions devraient être assujetties à la TVA, est en principe le taux normal, actuellement de 21%. L'imposition de la TVA sur ces prestations entraînerait une majoration substantielle des honoraires.

Etant donné le souci du gouvernement de ne pas augmenter le coût de l'accès à la justice, en particulier pour les plus démunis, le maintien de l'exonération nous paraît aujourd'hui justifié. Il est vrai qu'il faudrait certainement imaginer des solutions, en concertation avec mon collègue de la Justice, en différenciant les catégories de prestataires. Toutes les professions libérales, en ce compris les avocats, n'ont pas exactement le même type de clientèle. Certaines clientèles ont la capacité de déduire la TVA, d'autres pas. Il faut donc rester attentif à cette problématique.

Vous évoquiez l'impact budgétaire. Ce facteur résulte d'estimations, faute de données exactes par manque de déclarations à la TVA. Pour l'année 1998, cet impact s'élève pour les avocats à 521 millions, pour les notaires à 1 milliard 731 millions, pour les huissiers de justice à 421 millions. L'estimation 1998 donnait un total de 2 milliards 679 millions.

Vous demandez le montant de la compensation à ristourner aux Communautés européennes au titre de ressources propres. En utilisant le même calcul, pour les avocats il est de 23,5 millions, pour les notaires de 78,4 millions, pour les huissiers de justice de 19,5 millions, soit un total de 121 410 000 francs.

Enfin, vous demandez qui prend cela en charge. Il est clair que c'est le Trésor, c'est-à-dire l'ensemble des contribuables.

Pour le reste, le gouvernement n'a pas envisagé de revenir sur cette situation d'exonération. Nous devons, dès lors, éventuellement débattre à nouveau de cette question dans le cadre européen, lorsque toute la problématique sur la TVA reviendra sur le tapis. La Commission nous refait périodiquement des propositions en la matière. Si une quelconque initiative devait être prise en Belgique, il est évident que je ne pourrais l'imaginer qu'en concertation avec les professions concernées et probablement également avec mon collègue de la Justice.

M. Bruno Van Grootenbrulle (PS) : Monsieur le président, je remercie M. le ministre de ses réponses. Ma volonté première était de recevoir des renseignements et une mise au point de l'information communiquée par son prédécesseur afin de me rendre compte de l'évolution du dossier.

Je serais ravi si M. le ministre pouvait me transmettre les documents en question. Merci.

Le président : L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

- *La réunion publique de commission est levée à 15.00 heures.*

- *De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.00 uur.*